

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p. 2 à 6 : Place au débat (p.2 et 3 : « Ce sont nous les jeunes qui devons une dette éternelle à nos aïeux » - p.4 à 6 : « La rentrée sociale : les jours d'après seront-ils pires que les jours d'avant ? / p. 7 : Actualité sociale / p.8 : Coup de gueule

L'EDITO

Une rentrée chaude en perspective disais-je dans le précédent édito. Force est de constater que la crise sanitaire bloque toujours les énergies. Les manifestations organisées le 17 septembre notamment par la CGT et Solidaires n'ont pas attiré autant de monde que la situation sociale aurait pu le laisser penser. Pourtant les plans sociaux commencent ici ou là à être annoncés parfois par des entreprises qui ont touché de confortables subsides de l'Etat comme c'est le cas pour Bridgestone. Le gouvernement montre les muscles mais concrètement que fait-il ? Pas grand-chose. **Il refuse toujours de prendre les mesures nécessaires comme une nationalisation.**

Comme pour la situation sanitaire d'ailleurs. Certes, des décisions sont annoncées mais sans la moindre concertation avec les élus locaux comme à Marseille. Alors que des premières restrictions avaient été mises en place dans le cadre d'une gestion concertée associant préfecture et mairie le gouvernement décide seul la fermeture des bars et restaurants fragilisant encore un peu plus ce secteur et tout ce qui le fait vivre. C'est toute la vie sociale qui est atteinte et ce ne sont pas les aides promises qui devraient permettre d'éviter de nouvelles faillites, sans compter que les salariés placés malgré eux en chômage partiel avec des salaires souvent bas ont de plus en plus de mal à survivre.

En revanche **quid des mesures pourtant indispensables pour renforcer le système hospitalier** non seulement à Marseille mais aussi à Paris et dans les métropoles où le virus circule activement ? Non seulement le nombre de lits de réanimation n'a pas augmenté mais les menaces de suppressions sont toujours d'actualité. Le conseil de l'ordre tire la sonnette d'alarme dans un sens et le principal syndicat de médecins généralistes dans l'autre... Rien n'est moins rassurant.

Cela alors que dans quelques jours se tiendront à Saint-Etienne des assises pour célébrer les 75 ans de la Sécurité Sociale à l'initiative de la Convergence de Défense des Services Publics.

Mais la vie continue malgré le Covid.

Alors que se tient le procès des attentats de janvier 2015, une nouvelle attaque par un intégriste pakistanais vient d'avoir lieu **près des anciens locaux de Charlie Hebdo. Charlie Hebdo dont il faut saluer le courage de la rédaction qui n'a pas hésité à republier les caricatures de Mahomet**, s'attirant les foudres des habituels intégristes mais aussi, on peut le



regretter, de leaders politiques autrefois connus comme républicains. La République dont on a commémoré l'anniversaire le 20 septembre à Paris. Je parle bien sûr de la première, celle installée en 1792 au lendemain de la victoire de Valmy, non de celle de Thiers installée par défaut en 1875 et célébrée par Macron. Peut-être celui-ci cherchait-il à faire oublier son impuissance sur le plan

international.

Malgré ses péroraisons au Liban ce petit pays n'a toujours pas de gouvernement. Quant à son plan de relance européen avec Merkel il a du plomb dans l'aile, Hongrie et Pologne le récusant faute d'obtenir en contrepartie l'aval des autres pays à leurs restrictions de l'état de droit. Etat de droit dont on peut se demander s'il sera préservé aux USA alors que Trump agite la menace de ne pas reconnaître le résultat de l'élection présidentielle du 3 novembre s'il lui était défavorable. Trump qui vient de nommer une juge ultra-conservatrice pour remplacer la doyenne de la Cour Suprême. Espérons qu'il y aura assez de sénateurs américains pour refuser cette nomination qui pourrait avoir des conséquences importantes sur l'avortement et l'ensemble des droits sociaux aux Etats-Unis.

Marinette BACHE

PLACE AU DEBAT

Ce sont nous les jeunes qui devons une dette éternelle à nos aïeux

Tribune écrite par Hugo PROD'HOMME parue sur LeMonde.fr le 12/09/2020

Il est vrai que la situation de l'hôpital français, en surchauffe durant le mois de mars, a provoqué des actions drastiques (confinement, chômage partiel, report ou allègement de recettes fiscales) ayant des conséquences pour les dépenses publiques.

Cette surchauffe n'a pourtant eu lieu que pour une raison : les mêmes qui aujourd'hui se plaignent que l'État dépense trop pour la Covid-19 ont durant des années tancé l'État à réduire ses dépenses publiques et notamment ses dépenses de santé. La vision comptable de l'État (en terme de dette, de déficit public) a infusé au sein de nos gouvernants qui ont vu, comme tout comptable sorti d'HEC, un stock de produits pharmaceutiques ou para-pharmaceutiques comme un coût, des lits vides comme des coûts, des personnels de santé nombreux et se partageant le travail comme des coûts insupportables pour la dépense publique. Il a fallu donc évoluer en "flux" plutôt qu'en "stocks", diminuer le nombre de lits disponible au strict minimum (prenant comme "base de calcul" non pas le strict minimum en cas de crise sanitaire sévère, mais le strict minimum hors cas de crise sanitaire sévère), et faire fonctionner l'hôpital avec toujours moins de personnels, travaillant toujours autant.



La vision comptable qui est partagée dans cette tribune (« La génération confinement paiera pour les boomers », LeMonde.fr 05/09/2020) est la même qui ces vingt, trente dernières années a affaibli l'hôpital public, lui a confisqué les moyens de répondre aisément à un afflux de patients en cas de crise, en ne lui fournissant qu'un strict minimum ne cherchant qu'à faire fonctionner (difficilement) l'hôpital public hors crise sanitaire. Le mouvement social 2019-2020 montrant que ses personnels, sur le terrain, voyaient bien ce que le manque de moyens faisait déjà subir aux Français malades avant même la crise de la Covid-19. L'hôpital public peut être vu, comme tout service public, comme une assurance. Une assurance contractée par tous les citoyens français (à travers tous les impôts et les taxes, directs et indirects) qui permette de "couvrir" chaque citoyen français s'il est empêché de travailler, que ce soit par le chômage, la vieillesse, la maladie ou la parentalité. La sécurité sociale n'est pas seule dans ce rôle-là. L'hôpital a un rôle prépondérant, car si la sécurité sociale permet aux citoyens de ne pas payer (ou de moins payer) ses dépenses de soins, la médecine, de ville ou d'hôpital les lui fournit.

Or le financement de l'hôpital n'est pas seulement le financement de "l'existant". Non, la solidarité nationale entre les citoyens en bonne santé et les citoyens en mauvaise santé n'est aucunement la seule solidarité qui existe en France. La solidarité inter-générationnelle est bien là. Comment aurait-on pu avoir autant de lits d'hôpitaux aujourd'hui si les générations passées, aujourd'hui à la retraite, n'avaient pas financé leur construction ? Comment aurait-on pu avoir des techniques médicales aussi avancées si les générations passées, aujourd'hui à la retraite ou décédées, n'avaient pas financé la recherche en médecine durant toutes ces décennies ? Comment aurait-on pu avoir aujourd'hui des personnels de santé aussi qualifiés si les générations passées n'avaient pas investi aussi fortement dans l'éducation, dans de nouvelles universités et facultés de médecine, dans l'enseignement et la recherche ?

L'existence de l'hôpital public, que nous serons tous amenés, jeunes ou moins jeunes, à fréquenter, pour nous ou pour nos proches, ne relève pas seulement du financement des générations présentes ou des générations futures par l'endettement. Son existence est avant tout liée au travail de générations de Français qui en finançant la recherche, l'éducation, la construction de bâtiments publics, en créant un service public de santé qui, certes affaibli par les dogmes comptables et libéraux notamment européens, figure parmi les plus efficaces du monde !

Ce sont nous, les jeunes, qui devons une dette, éternelle, à nos aïeux. Pas seulement ceux qui ont connu la deuxième guerre mondiale, nos grands-parents, qui ont connu le fascisme, la mort en masse, le rationnement, qui ont reconstruit leur pays en travaillant avec acharnement (bien plus que 35 heures par semaine) pour mettre sur place des services publics qui bénéficieront à tous. Car ce sont bien eux, les 75-100 ans, nés avant 1945 (et donc avant le "baby-boom") qui ont subi de plein fouet ce virus. Ce sont eux qui ont permis à nos parents puis à nous d'occuper des professions de plus en plus qualifiées, grâce à un service public d'éducation dans lequel ils ont investi durant plus de cinquante ans grâce à leurs impôts, qui ont fait progresser la médecine grâce à la recherche publique et donc grâce à leurs impôts. Oui nous avons une dette envers nos générations passées. Et cette dette, nous nous en acquittons aujourd'hui avec les efforts que nous devons faire pour permettre à nos grands-parents de plus de 90 ans de ne pas mourir à cause de notre égoïsme à ne pas vouloir payer des hôpitaux publics capables d'accueillir tous les patients plutôt que seulement ceux ayant une espérance de vie suffisamment importante. Ils ont survécu aux pires crimes contre l'humanité, serait-ce notre vision comptable des déficits publics, inhumaine, qui les sacrifiera sur l'autel maastrichtien des 3% de déficit public et des 60% de dette publique ?

Si cette position politique ne convient pas, alors nous pouvons aussi convaincre économiquement les récalcitrants. Le "poids" de la dette publique ne peut jamais être vu d'un point de vue statique. C'est une aberration. Nous devons le regarder avec une vision dynamique. Celle-ci implique de voir quels sont les taux de croissance du PIB, les taux d'inflation et les taux d'intérêt de la dette. Aujourd'hui ces taux d'intérêt sont négligeables, parfois même négatifs. Or l'opération est simple : si les taux de croissance du PIB en volume et les taux d'inflation combinés sont inférieurs aux taux d'intérêts, alors la dette est soutenable. Le taux de croissance va prendre un coup, c'est certain, par le confinement. Mais il n'y a aucune raison, si nous faisons un plan de relance réel de l'économie, pour qu'il n'y ait pas à l'avenir des taux de croissance entre 1 et 2%. C'est un minimum. Les taux d'inflation sont largement sous-stimulés dans le cadre de la zone euro et de l'influence ordo-libérale allemande dans la construction de la monnaie unique. Permettre une inflation qui aille jusque 4 ou 5% permettrait de relancer la consommation en défavorisant l'épargne (on sait que ceux qui en avaient les moyens ont constitué d'énormes bas-de-laine durant la crise Covid, et que c'est l'épargne ainsi créée qui empêche l'économie de redémarrer), ce qui pourrait être conjugué à une politique d'augmentation des salaires, en partie générale et aussi plus particulièrement pour les professions qui ont été jugées si essentielles durant la crise. Ces taux conjugués feraient désenfler une dette publique qui aujourd'hui bénéficie de taux d'intérêts incroyablement bas (qui devraient être surveillés évidemment car ils augmenteraient en partie avec l'inflation).



Nous n'avons pas d'inquiétudes particulières à avoir, nous les générations de moins de 30 ans, de notre situation comptable. Nos vrais soucis sont la casse de notre patrimoine social, collectif, par les tenants du libéralisme économique. Détruire les services publics (hôpitaux en souffrance, université et écoles surchargées...), casser la sécurité sociale (réforme de l'assurance chômage heureusement repoussée, réforme du système de retraites visant à favoriser les systèmes professionnels privés), c'est là l'action qui nous faudra payer durant les années à venir. En cassant la solidarité nationale intergénérationnelle, ils veulent rompre le contrat social que nos aïeux ont conclu en créant la République sociale française. C'est ce contrat social qui nous protégera quand nous serons malades, quand nous serons âgés. Et non pas le taux de pourcentage de dette publique.

Alors oui, il faut payer. Faire payer ceux qui ont les moyens, en rétablissant le symbolique ISF, mais surtout en consacrant un impôt sur le revenu progressif, bien plus progressif qu'aujourd'hui, et en diminuant les taxes indirectes qui touchent avant tout les plus pauvres (et notamment les jeunes chômeurs ou travailleurs pauvres). Il faudra également nous attaquer aux questions de transmission de patrimoine, car au-delà d'un certain seuil, cette transmission n'est plus simplement une aide que nos aïeux veulent nous transmettre, pour démarrer notre vie avec un peu plus de sécurité financière. Au-delà d'un certain seuil, il s'agit de reproduire à jamais l'élite qui domine sans partage toutes les autres classes sociales.

PLACE AU DEBAT



« La rentrée sociale : les jours d'après seront-ils pires que les jours d'avant ? »

Par Jean Claude CHAILLEY

Au printemps on a dit « plus jamais ça ». Pourtant la question posée c'est les « jours d'après » seront-ils pires qu'avant? On aurait pu dire seront-ils meilleurs? La question est déjà une indication de la situation et de la pente naturelle en cette rentrée.

La crise sociale et la crise sanitaire sont liées. Le libéralisme mondial a une responsabilité dans les 2.

Le monde entier savait qu'il y aurait, qu'il y aura, une pandémie un jour ou l'autre qui pourrait faire des dizaines de millions de morts. Comme l'essentiel de la recherche mondiale a été privatisée, les labos ont refusé de faire la recherche nécessaire car la rentabilité était jugée trop aléatoire. C'est d'ailleurs pareil pour les bactéries résistantes qui tuent aussi par dizaines de milliers chaque année au grand dam de l'OMS.

En 2005 après l'épidémie de H5N1 l'UE a lancé des recherches rapidement abandonnées.

En France un rapport parlementaire a demandé d'avoir des masques qui protègent pour toute la population précisant qu'on dirait que c'est cher mais qu'il fallait relativiser le coût au regard du dégât économique potentiel. Vous connaissez la suite.

S'y ajoute le mépris des « élites » de l'occident vis-à-vis des asiatiques. Nombre de pays asiatiques ont eu pour objectif d'éradiquer d'épidémie et y sont largement parvenus.

En occident Trump et d'autres voulaient laisser la pandémie se développer librement.

Macron a une théorie intermédiaire étrange : tenter de limiter l'épidémie aux capacités hospitalières et non pas l'éliminer.

Bilan : un taux de mortalité parmi les plus élevés du monde et le dégât économique aussi.

La crise Covid a éclaté alors que la crise de 2008 n'était pas surmontée.

Depuis 2008 Les banques centrales ont multiplié les mesures dites non conventionnelles. Pour éviter l'effondrement et relancer l'économie la BCE a injecté 2600 milliards de liquidités, a amené les taux directeurs (qui pilotent les taux de crédit) à 0, voire négatifs. Aberration par rapport au fonctionnement normal d'une économie capitaliste.

L'effondrement a été évité mais pas la relance car en même temps les gouvernements ont procédé à une politique de l'offre tout au service des actionnaires et à une politique d'austérité pour les salariés et retraités. Le résultat a surtout été une hausse du CAC 40, des dividendes, la bulle immobilière dans les grandes villes.

Et encore leur politique a été limitée par les mobilisations, qui même lorsqu'elles ne sont pas victorieuses, freinent néanmoins. Par exemple Sarkozy voulait imposer la 5ème branche perte d'autonomie en 2010. Il a dû l'abandonner devant les mobilisations. On a donc gagné au moins 10 ans puisqu'elle revient avec Macron.

Mêmes recettes mais dans un contexte dégradé en 2020. Au printemps Macron a multiplié les aides Covid. Un plan d'urgence de 460 milliards a été concocté, même si ce ne sont pas toutes des dépenses. Environ 120 milliards de prêts garantis par l'Etat ont déjà été effectués, dont une partie va se transformer en quasi fonds propres et en dons. Les reports de cotisations sociales se sont multipliés, qui risquent de devenir permanents et non compensés à la Sécurité sociale. L'Etat prête en prenant tous les risques à la place des banques et des entreprises.

En cette rentrée on est donc déjà dans le « jour d'après », mais pas celui espéré quand on a dit « plus jamais ça »

Et c'est pire que le « jour d'avant ».

Le PIB est prévu à environ 9 % de baisse par l'INSEE, sous réserve de l'évolution de la pandémie. Des mesures comme le chômage partiel étaient utiles, mais à condition d'éviter les suppressions de postes, ce qui n'a pas été le cas puisqu'il en manque déjà 700 000 et les charrettes c'est tous les jours.

L'argent coule à flot : les banques centrales, dont la BCE, rachètent massivement des dettes d'Etat et des actifs des entreprises. La planche à billets, illégale dans les traités européens, tourne à plein régime, entre autres pour sauver les banques dont les actifs pourris sont estimés à 300 milliards.

La Fed abandonne le principe de limiter l'inflation à 2 %. On se prépare je cite à « rincer les petits épargnants » qui sont à la Caisse d'Epargne ou ont un peu d'assurance vie épargnée toute une vie.

La Commission européenne propose d'emprunter 750 milliards sur les marchés à rembourser solidairement d'ici 2058. Les bébés pas encore nés sont déjà dans la galère. 390 milliards de subventions doivent être distribués, sous réserve d'être gagés par des réformes structurelles, des plans d'austérité, dans tous les pays.

Le Pacte budgétaire européen n'est pas annulé. Il est uniquement suspendu conformément aux dispositions du traité. Il faudra donc revenir aux « équilibres ». C'est pourquoi TOUTES les réformes sont maintenues.

Les 750 milliards sont un choix FEDERALISTE, dont la France est en plus la grande perdante. La France ne recevra que 40 milliards. Ça représente 10 % des prétendues subventions alors que la France verse 20 % des remboursements. Macron nous fait payer à prix fort le renforcement fédéraliste de l'Europe. Les pays dits frugaux, dont l'Allemagne, ont un rabais sur leur contribution au budget européen. La France de Macron qui joue les riches n'a rien. (Italie 209 milliards dont plus de 87 milliards de subventions)

Macron socialise les pertes, et distribue les aides, y compris aux entreprises qui n'en ont pas besoin. Le plan « France relance », qui n'est pas de 100 milliards, est tout orienté vers les entreprises, les actionnaires français comme étrangers. Macron maintient toutes ses réformes, que ce soit l'assurance chômage, la réforme des retraites, de l'Etat, la destruction de la Sécurité sociale.

Les services publics, la fonction publique et même la République sont dans le collimateur. La loi 3 D (différenciation, déconcentration, décentralisation) est complémentaire du fédéralisme européen, elle va même jusqu'à détruire l'égalité républicaine.

Lors du Ségur Macron a été obligé de lâcher sur les salaires avec une augmentation non négligeable bien qu'insuffisante – il manque 120 € ! - et compensée par la flexibilité. Mais rien pour le SMIC, rien pour les autres salariés. Bien au contraire avec les APC, les Accords de Performance Collective, on peut baisser les salaires. La course à la « compétitivité », c'est de continuer à baisser les salaires, dont les cotisations sociales.

Il n'y a pas plus de jeunes sur le marché du travail cette année que les autres, mais les diverses formules d'embauche des jeunes sont quasi entièrement subventionnées par nos impôts.

Les aides aux entreprises qui atteignaient déjà des montants astronomiques augmentent encore et pour une bonne partie sont permanentes et non liées au Covid. Par exemple les 10 milliards par an « d'impôts de production », la baisse des impôts pour les sociétés.

On parle beaucoup de compensation aux aides. Je vais faire un commentaire technique car j'ai été contrôleur de gestion : c'est souvent impossible. Si une entreprise licencie 500 salariés, elle expliquera que si elle n'avait pas eu d'aides elle en aurait licencié 1000. Il est impossible de prouver l'inverse.

Leur politique de relance ne peut pas fonctionner. Ils demandent aux Français de consommer davantage alors que les charrettes de licenciements sont quotidiennes, que tout le monde sait qu'ils essaieront de nous faire revenir aux équilibres financiers par la hausse des impôts et / ou des taxes sous tous les prétextes, par la baisse des retraites, des prestations sociales.

La Sécu avait un déficit de 52 milliards en juin, ça va encore monter. La CRDS qui devait s'arrêter en 2009, puis 2024 continue jusqu'en 2033, voire 2042.

Pareil pour les services publics.

La transition écologique est nécessaire. Elle est déjà très coûteuse pour les particuliers – plusieurs dizaines de milliards de taxes chaque année, d'où les gilets jaunes.

Elle le sera encore plus, même avec les aides.

Par exemple j'ai acheté une voiture Diesel parce qu'elle était écologique. Même avec le bonus écologique, comme je me déplace surtout en métro et train, elle n'est pas rentable. Il faut que je la basarde, comme des millions, car elle va être interdite à Paris et un peu partout. Outre le coût c'est un gâchis écologique qu'elle soit détruite à 60 000 kms ou qu'elle poursuive une longue carrière en Roumanie ou en Afrique. Gâchis écologique pour détruire, gâchis écologique pour produire de façon anticipée leurs remplaçantes, des centaines de millions à l'échelle mondiale, qui de surcroît risquent de subir le même sort.

Mon immeuble est chauffé au Diesel. Il va falloir changer la chaudière. Donc il va y avoir des dépenses importantes, et peut-être en plus de la rénovation thermique.

Les tarifs d'électricité ...vont continuer d'augmenter comme tous les services publics.

Pour relocaliser Sanofi demande que la Sécurité sociale compense l'augmentation du coût. C'est ce que fait Macron dans son plan de relance, sans pour autant garantir une relocalisation.

Donc les dépenses augmentent, le chômage explose, les salaires stagnent ou baissent, les retraites aussi ...

Résultat les Français épargnent comme jamais au lieu de consommer, y compris le décile le plus pauvre tant l'avenir paraît noir. Or l'industrie a besoin de consommateurs finaux.

Les mesures prises mondialement dans la panique, en Europe par la BCE, la CE, les Etats, préparent la prochaine crise.

Et le jour d'après, les alternatives ?

Sur le plan mobilisations, actuellement le Jour d'après ressemble au jour d'avant.

Aujourd'hui les gilets jaunes, puis le 17 septembre, considéré comme « une 1ère journée d'action », donc à suivre par d'autres, puis le 26 septembre le climat, puis le 15 octobre la santé, le 17 octobre et bien d'autres déjà dans le paysage. Il y a le 75ème anniversaire de la Sécu, l'initiative de Convergence.

Sur le plan programmatique il y a notamment le Plan de sortie de crise, dont Convergence est signataire, et ses 34 propositions.

Comme ce n'est pas Macron qui le fera voter, comme par exemple l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit, tout le monde a en tête l'élection présidentielle de 2022.

Personnellement j'ai été échaudé nombre de fois. Depuis Hollande et « mon ennemi c'est la finance » en additionnant de NPA à EELV, si tant est que l'addition a un sens, on plafonne dans les 30 % de ceux qui votent encore. Donc pour moi se borner à l'objectif de gagner la présidentielle ne suffit pas. Il faut pouvoir gouverner. Juste après la présidentielle il y a des budgets à voter, entre autres le PLFSS, la loi de finance, des réformes progressistes à faire sur la santé, les services publics, la transition écologique, le droit du travail, ...

Derrière la plupart des 34 propositions du Plan de sortie de crise, il n'y a pas accord sur les priorités, voire pas d'accord du tout permettant de les mettre en oeuvre.

La Sécurité sociale et les services publics ne sont clairement pas la priorité.

Sur beaucoup de sujets des désaccords persistent à des degrés divers.

Exemple la fiscalisation / destruction de la Sécurité sociale, la réforme à points des retraites, les renationalisations. Par exemple les propositions de loi PC et FI sur le médicament ne prévoient pas la nationalisation de Sanofi. Or les nationalisations / appropriation sociale...sont déjà en débat dans de nombreux secteurs.

Le choix fédéraliste européen va avec un anti étatsisme qui lui est nécessairement complémentaire.

Le revenu de base et ses variantes sont en débat.

Le nucléaire fait débat (sauf le nucléaire militaire accepté par EELV...).

La transition écologique est nécessaire, mais il est parfois bien difficile de concilier déclarations et vie courante. Par exemple la conciliation de l'opposition à l'extraction de terres dites rares, à l'installation d'antennes, avec la lutte contre la fracture numérique, contre les déserts numériques, avec l'utilisation de smartphones maintenant largement considérés comme des besoins incontournables.

Je ne suis pas capable de trancher, mais il y a des éléments sérieux pour dire que le Diesel, avec les derniers filtres à particules, serait le plus écologique. Vrai ?, Faux ? Qui a les connaissances pour trancher tant les intérêts derrière les choix pour comme contre sont puissants ?

Désaccord également sur croissance / décroissance. Désaccord sur l'Etat, désaccord sur l'Europe, désaccord sur la République, sur la laïcité, ...

Idéologiquement et programmatiquement tout est éclaté. A ce jour je ne sais pas s'il peut y avoir un accord électoral pour la présidentielle, de toute évidence ce n'est pas gagné, mais il est certain qu'actuellement il n'y a pas de projet économique et social progressiste partagé.

Lorsqu'on a créé Résistance sociale on ne se parlait pas. Maintenant (presque) tout le monde se parle, peut même aligner les signatures, mais le peuple sent qu'il n'y a pas de projet et s'éloigne.

Donc pour Résistance sociale il faut bien sûr continuer à participer aux luttes sociales, mais il faut aussi autant que faire se peut impulser des débats de fond, contribuer à créer une majorité pour une République sociale, majorité capable de gouverner, majorité ne voulant pas nécessairement dire unanimité, car lorsqu'on gouverne il faut décider et les électeurs ont le droit de savoir, sinon à force d'être trompés ils s'abstiennent ou se tournent vers l'extrême droite.

C'est la contribution que peut apporter RESO précisément parce qu'elle est une association et non pas un parti politique en alliance ou concurrence avec les autres.

ACTUALITE SOCIALE



Vive la Sécu ! 2 et 3 Octobre 2020 à Saint-Étienne (42)

Le gouvernement de M Macron utilise la pandémie de la COVID 19 pour donner le coup de grâce à notre protection sociale. Il provoque son endettement en lui transférant des charges indues, il assèche ses ressources en généralisant l'exonération des cotisations patronales, il crée la confusion entre le budget de l'État et celui de la Sécu, il crée une 5^{ème} branche pour l'ouvrir aux compagnies d'assurance, il laisse pourrir la situation à l'hôpital public afin de le privatiser.

Il existe des solutions alternatives pour construire une sécurité sociale du 21^{ème} siècle, avec de nouveaux financements, une gestion démocratique et citoyenne, un élargissement de l'accès au droit à la sécu.

Débat à l'École Nationale de la Sécurité Sociale ¹

Vendredi 2 octobre

- de 14h à 15h30 : « La sécu, une histoire pour aujourd'hui » avec
 - Michel ETIEVENT, écrivain, biographe d'Ambroise CROIZAT
 - Nathalie COUTINET, maître de Conférences à Paris 13, Économiste atterrée
- de 15h30 à 18h : « Construisons ensemble la Sécurité Sociale du 21^{ème} siècle », table ronde avec des responsables syndicaux, politiques, associatifs, nationaux

Rassemblement Place de la Liberté² Vendredi 2 octobre à 18h 30

avec des prises de paroles et le dépôt d'une plaque en hommage à Ambroise CROIZAT, fondateur de la Sécurité Sociale.

Lancement d'une campagne pour la Sécurité Sociale de demain

Samedi 3 octobre de 9h à 13h à la Bourse du travail



¹ Inscription auprès des organisateurs car le nombre de places est limité en raison des contraintes sanitaires.

² Place Jules Ferry sur le GPS

COUP DE GUEULE

Nous publions ci-dessous, sous forme de « Coup de gueule », un extrait d'une lettre d'Anthony SCHMIDT, cet inspecteur du travail sanctionné injustement pour avoir fait son travail. Le CA de Réso.

Bonjour à toutes et tous,

Suspendu pendant 4 mois à partir du 15 avril dernier, trainé devant un conseil de discipline le 21 juillet, sanctionné mi-août par un déplacement d'office dans un placard sans mission de contrôle et crée pour l'occasion en Ile de France à Melun (77). Quelle affaire ! Tout cela pour avoir tenté, en plein Covid, de réaliser les missions d'Inspecteur du travail qui sont les miennes, au service de la santé et de la sécurité des salarié.es.

On ne souhaitait manifestement pas qu'un juge indépendant puisse se prononcer sur les conditions de travail des salariés de l'association au sein de laquelle je suis intervenu et France 3 Champagne Ardenne est revenu longuement dans un reportage grand format les 14 et 15 septembre dernier sur cette histoire et ses dessous, notamment les pressions et influences qui jalonnent ce dossier.

C'est ici sur notre site internet : <https://soutienanthonymith.fr/2020/09/18/le-reportage-complet-du-grand-format-de-laffaire-anthony-smith/>

Je n'oublierai jamais cette longue séquence délirante, mais surtout je n'oublierai jamais la solidarité massive et quotidienne que vous m'avez témoignée.

Messages de soutien, pétition, réseaux sociaux, rassemblements, appels publics etc. Chacun.e avec vos moyens, avec votre voix vous avez participé à porter cette bataille à la rendre visible pour, derrière la situation que je vivais, défendre l'inspection du travail et son indépendance !

Après plus de 5 mois de bataille les dernières semaines ont été riches en rebondissement. En moins d'une semaine : la ministre est d'abord revenue le 9 septembre sur les conditions de la sanction (dans un « soucis d'apaisement » a-t-elle déclarée...) en me réintégrant dans ma région d'origine (Grand Est où notamment je retrouve mon mandat de membre du CHSCT) dans le département de la Meuse (limitrophe de celui de la Marne où je vis). La ministre m'a également réintégré à l'Inspection du travail (donc au contrôle) au sein d'une section d'inspection et non dans un placard ! Et quelques jours plus tard le Directeur Général du Travail, la plus haute autorité de l'Inspection du travail démissionnait de ses fonctions (voir ci-dessous l'article du Monde du 12 septembre) :

Demeure la sanction, lourde, de déplacement d'office. Je vais évidemment la contester devant les tribunaux avec mon avocat. C'est à ma défense que seront destinés les fonds récoltés sur la cagnotte cotiz'up (près de 9000€ euros) et qui va prochainement être clôturée. Chaque euro dépensé sera évidemment justifié auprès des contributrices et contributeurs.

A très bientôt,

Anthony Schmidt

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une
publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)